Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 33 (1941)
Heft: 1

Artikel: L'économie suisse dans l'Europe actuelle
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384252

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

33me année | Janvier 1941 | No 1

L'économie suisse dans l'Europe actuelle.

Par *Max Weber.*

La lutte que se livrent deux systèmes politiques pour la domination mondiale et les succès remportés par les armées allemandes au cours de l'été dernier ont engagé la presse étrangère — et en partie la presse suisse — à consacrer quelques articles à la position qu'est susceptible d'occuper la Suisse dans l'Europe de demain. Cette question a tout à la fois un aspect idéologique, politique et économique. Nous n'aborderons ici que ce dernier aspect. Rappelons simplement que le peuple suisse a manifesté à plusieurs reprises, et de la manière la plus nette, sa volonté de conserver ses libertés, son indépendance et ses traditions. La Suisse suit avec attention les événements qui se déroulent à l'étranger, mais elle se réserve de procéder en toute indépendance, à l'exclusion de toute ingérence étrangère, aux réformes qui peuvent éventuellement sembler nécessaires.

Il y a bien un petit groupe de Suisses — en admettant qu'ils méritent encore ce nom — prêts à renoncer à l'indépendance spirituelle et politique du pays. Numériquement parlant, ces gens-là sont absolument sans importance. Selon les informations officielles, le « Mouvement national suisse » interdit récemment par le Conseil fédéral ne comptait pas plus de 2000 membres, y compris bon nombre de jeunes gens encore mineurs.

Un second groupe regarde également vers l'étranger, désireux de réaliser certaines adaptations. Il s'agit avant tout des gens que la débâcle française a jeté dans le désarroi, prouvant ainsi que leur capacité de résistance était insuffisante. Mais la réaction rapide et saine du pays a réduit ces craintifs citoyens au silence. Plus que jamais, l'immense majorité du peuple suisse est aujourd'hui décidée à défendre à tout prix notre indépendance politique.

Le problème de notre indépendance économique ne peut pas être posé en termes aussi simples. Avant de l'aborder, soulignons quelques-uns des faits saillants de ces derniers mois.

Jusqu'en mai 1940, notre situation économique a été relativement favorable. La guerre ne sévissait pas encore en Méditerranée

et le commerce extérieur suisse avec les pays d'outre-mer s'effectuait sans entraves notables par l'Italie et en partie aussi par Marseille. Notre approvisionnement fonctionnait donc d'une manière satisfaisante; les difficultés auxquelles se heurtaient nos exportations étaient une question de débouchés et non pas de transports comme c'est le cas aujourd'hui. La valeur (sinon le volume) de nos exportations était en augmentation; par contre, on enregistrait une légère régression des exportations comparativement à l'année précédente.

	Importations	Exportations	Excédent des importations
	en millions de francs		
De septembre 1938 à mai 1939	1274	1057	217
De septembre 1939 à mai 1940	1785	932	853
Modification	+ 511	— 125	+ 636

En dépit de l'excédent d'importations de 636 millions, ces chiffres étaient des plus favorables du point de vue de l'approvisionnement du pays. Les réserves de devises et d'or de la Banque nationale ont permis de compenser facilement ce déficit de la balance commerciale.

Cette situation a radicalement changé ensuite de l'entrée en guerre de l'Italie et de la défaite française, en juin 1940. Depuis cette date, le continent européen tout entier, y compris la Suisse, est soumis au blocus britannique. Les Anglais, par crainte que les réserves que nous pourrions constituer ne tombent entre les mains de l'adversaire, ne laissent passer que les quantités suffisantes pour quelques semaines. En outre, notre pays est également soumis au contre-blocus de l'axe, notamment en ce qui concerne nos exportations vers la Grande-Bretagne et ses colonies.

Ces mesures de blocus et de contre-blocus ont pour conséquence d'énormes difficultés de transport. Nos importations en provenance et nos exportations à destination des pays d'outre-mer nécessitent des pourparlers avec les deux adversaires. Ensuite de la guerre maritime, les frets ont augmenté de quatre à cinq fois. De moins d'un pour cent avant la guerre, les primes d'assurance atteignent aujourd'hui 10 à 20 pour cent. A cela s'ajoutent les frais de stationnement pour les marchandises qui ne passent pas immédiatement à travers les mailles du blocus. Par mois de stationnement, les prix du blé, par exemple, augmentent de 3 à 4 pour cent. Comme il arrive que certains navires soient retenus pendant plusieurs mois, on imagine facilement le rôle de ces entraves dans la calculation des prix.

En outre, nous avons la malchance que les navires grecs affrétés par la Confédération pour la durée de la guerre ne peuvent plus entrer en Méditerranée. Leur chargement doit être transbordé sur des vapeurs d'autre nationalité ou transporté par chemin de fer. Or, la distance des ports espagnols ou portugais à Genève est dix fois plus grande que celle de Gênes à Chiasso. A eux seuls, les

frais de transport dépassent souvent la valeur d'origine de la marchandise. Les chemins de fer étrangers ne disposent pas d'un matériel suffisant et les marchandises nécessitent un nouveau transbordement à la frontière franco-espagnole, l'écartement des voies étant différent.

Dans le cas le plus favorable, il en résulte un renchérissement énorme des marchandises importées et, dans le cas le plus défavorable, une régression sensible, ou même l'interruption de l'importation de produits de première nécessité.

Il va sans dire que la Suisse tente de compenser en partie le déficit de ses importations d'outre-mer par des achats dans les divers pays européens (produits alimentaires dans les pays balkaniques, matières premières en Allemagne et en Russie). Mais ce n'est possible qu'en faible partie et à des prix prohibitifs. Par ailleurs, la pénurie de matériel ferroviaire a pour effet de nouvelles difficultés de transport.

Cette modification radicale de la situation a exigé une adaptation non moins radicale de notre commerce extérieur:

	Importations	Exportations	Excédent des importations
	en millions de francs		
Juin/novembre 1939	963	611	352
Juin/novembre 1940	640	631	9
Modification	— 323	+ 20	— 343

Les importations ne dépassent plus de 40 pour cent les exportations comme au cours des premiers mois de la guerre; elles ont reculé d'un tiers. Par contre, les exportations accusent une très légère augmentation. Les gros excédents d'importation ont fait place à un équilibre de la balance commerciale et même, pour les mois d'août à octobre, à un excédent des exportations. Bien que, du point de vue de la balance des paiements, cette situation soit très favorable, elle est tout autre chose que réjouissante pour notre économie nationale, dont les réserves de denrées alimentaires et de matières premières sont en diminution constante.

Bien que les statistiques relatives à nos échanges économiques avec les divers pays ne soient plus publiées, il est évident que leur structure géographique s'est fortement modifiée; ils ont augmenté avec les pays du continent et diminué avec ceux d'outre-mer. Si réjouissant que soit le fait que le recul de notre commerce avec les pays d'outre-mer et les territoires occupés ait pu être compensé en partie, nous ne devons pas oublier que l'unilatéralité des rapports économiques qui en résultent n'est pas sans danger.

C'est à ce point de l'évolution de notre commerce extérieur que la presse allemande invite, plus ou moins ouvertement, la Suisse à se rallier à un « bloc européen », mais sans en préciser davantage les modalités.

Constatons tout d'abord, en toute objectivité, qu'il est encore prématuré de se prononcer sur l'aspect de l'économie européenne

après la guerre. L'issue du conflit est encore absolument incertaine et nous ignorons complètement les rapports de forces qui s'établiront lors de la conclusion de la paix. La Suisse n'a donc pas à prendre position en face d'une « Europe nouvelle », étant donné que les éléments qui la détermineront nous sont encore totalement inconnus. Pour le moment, nous nous trouvons tout au plus en face d'une certaine phase de la guerre (ayant déjà pour conséquence de profondes modifications économiques). Comme les chiffres de notre statistique commerciale le démontrent, la Suisse s'y est adaptée. Mais, en aucun cas, il ne saurait être question d'une modification fondamentale de nos relations et de notre politique économiques.

Rappelons que nous avons déjà connu une situation analogue au cours de la dernière guerre mondiale. En 1917/18, les puissances centrales occupaient une grande partie du continent; si leur contrôle s'étendait moins loin à l'ouest, il comprenait, par contre, à l'est, les pays balkaniques, la Turquie et une partie importante de la Russie. A cette époque également, on envisageait la création d'un bloc européen. Un bouleversement radical de la situation en empêcha la réalisation. Aussi longtemps que l'évolution demeure incertaine, il n'y a pas grande utilité à épiloguer sur l'organisation probable de l'Europe de l'après-guerre.

Soulignons aussi que, même en Allemagne, les conceptions relatives à une « économie continentale » sont encore très vagues. Les quelques discours et articles consacrés à cette question ne permettent pas de tirer des conclusions nettes sur la forme que l'on entend donner à la nouvelle organisation (union douanière, tarifs préférentiels, etc.). Quoi qu'il en soit, il apparaît que les puissances de l'axe envisagent un « espace économique» capable de se suffire largement à lui-même. L'article de G. Keller publié dans ce numéro montre que les pays européens n'ont pas de grands avantages à attendre d'un système autarcique. Une autarcie tant soit peu satisfaisante n'est réalisable qu'au prix des plus lourds sacrifices, au détriment du niveau de vie, dont le maintien et l'amélioration ne sont possibles qu'à la condition que le continent entretienne des relations économiques régulières avec le reste du monde.

Parallèlement aux questions pratiques soulevées par la réalisation d'un bloc continental autarcique, questions qui ne pourront être examinées sérieusement que lorsque nous disposerons d'informations plus sûres, se pose le problème de l'attitude de principe de la Suisse.

Précisons tout d'abord que le bien-être incontestable dont jouit le peuple suisse repose essentiellement sur les échanges économiques actifs que la Suisse s'est toujours efforcée de développer avec tous les pays du monde. C'est cette politique, et elle seule, qui a permis à notre pays de jouer un rôle économique aussi considérable et de figurer parmi les nations les plus prospères du monde.

Avant la guerre, l'économiste anglais Colin Clark a fait une enquête sur le revenu national des divers pays, de 1925 à 1934, en relation avec le chiffre de la population active. Cette enquête britannique ayant paru dans la revue allemande «Weltwirtschaftsarchiv» nous n'avons pas lieu de douter de son objectivité. Clark a exprimé en dollars le pouvoir d'achat du revenu national des divers pays. Le revenu annuel moyen par tête de population active serait de:

	Dollars		Dollars
Etats-Unis	1397	Danemark	680
Canada	1380	Allemagne	646
Grande-Bretagne	1069	Espagne	628
Suisse	1036	Belgique	600
Nouvelle-Zélande	1000	Norvège	539
Australie	952	Tchécoslovaquie	455
Pays-Bas	855	Finlande	380
Suède	695	Hongrie	359
France	694	Italie	338

Il faut naturellement tenir compte de la situation économique des divers pays au moment où ce revenu national a été déterminé. Bien que ces chiffres ne soient qu'approximatifs, ils permettent néanmoins de se faire une idée de la situation économique de la population des divers pays; ces résultats correspondent assez bien, par ailleurs, aux diverses observations faites.

Ce n'est pas un hasard si les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et ses plus anciennes colonies, les Pays-Bas, etc., figurent en tête de cette liste, c'est-à-dire des pays devenus riches par leur intense commerce maritime. La Suisse occupe le premier rang des pays continentaux, ce qui est dû, parallèlement à la longue période de paix dont nous avons joui et au labeur de notre population, aux relations économiques suivies que nous avons entretenues avec tous les pays du monde. Nous devons nous rendre compte que la Suisse perdrait infailliblement les avantages qu'elle a su acquérir si elle adhérait à un « bloc économique » en rompant ainsi les liens qui l'ont toujours unie à l'économie mondiale. Les conséquences en seraient ressenties par tous les milieux de notre population.

Dans un « bloc économique », la Suisse subirait tous les inconvénients de l'autarcie. Elle devrait renoncer à tous les avantages que nous a valus notre étroite imbrication avec l'économie mondiale; elle devrait s'adapter aux prix artificiellement élevés du bloc économique constitué actuellement par l'Allemagne et les pays du sud-est. Un isolement de la Suisse serait beaucoup plus grave pour elle que pour l'Allemagne et l'Italie, qui constituent un espace économique plus considérable que le nôtre. Dans le cadre d'un bloc économique, il est probable que de nombreuses industries, et mêmes des branches entières, ne seraient plus en mesure de résister à la concurrence des industries ou des branches des grands pays du bloc et obligées d'émigrer. Nous ne parlons pas de l'agriculture,

qui serait encore moins à même que la population industrielle de maintenir son revenu.

La première conséquence de l'abandon de notre indépendance économique serait une baisse sensible du standard de vie auquel la population suisse s'est habituée au cours des dernières décennies.

Et n'oublions pas que « l'économie continentale » qu'on nous propose a des raisons politiques très concrètes. C'est une arme de guerre contre le blocus britannique. A moins qu'elle ne revête ultérieurement une autre signification, on peut penser aussi qu'elle est un instrument destiné à permettre, dès la conclusion de la paix, de poursuivre la guerre par d'autres moyens. Un pays neutre comme la Suisse, qui n'est mêlé en rien au conflit qui oppose les grandes puissances, n'a pas à entrer dans de telles vues. C'est d'ailleurs pour elle une obligation si elle veut maintenir son indépendance politique.

En effet, l'indépendance politique est fortement liée à l'indépendance économique, qui en est en quelque sorte la condition première. L'exemple des pays européens qui, après s'être mis sous la dépendance économique de grandes puissances, sont devenus plus ou moins leurs vassaux, n'est pas très encourageant.

Nous devons nous attendre à ce que l'on tente de gagner la Suisse à l'idée d'un bloc économique continental en faisant miroiter une « réorganisation économique » à tendance anticapitaliste. On entend souvent dire que le nouveau régime économique allemand est basé sur le travail et non plus sur l'or. On parle même d'une nouvelle monnaie, de nouvelles méthodes de paiement, etc. Nous manquons ici de la place nécessaire pour examiner à fond tous ces slogans. Qu'il nous suffise de dire que les valeurs que notre économie suisse a créées et créé chaque jour reposent, elles aussi, sur le travail et que l'or détenu par notre Banque nationale n'est pas autre chose qu'une réserve économique. Il ne modifie en rien le caractère même de notre économie. Il est intéressant de rappeler que l'Allemagne n'a pas méprisé les réserves d'or des pays qu'elle a occupés, mais qu'elle les a immédiatement confisquées et mises au service de son économie. Des économistes allemands ont estimé que, dans l'Europe de demain, l'or pourrait servir aux paiements internationaux. Il ne joue pas, que nous sachions, un autre rôle dans notre régime économique suisse. Veillons donc à ne pas succomber à des slogans qui ne sont pas autre chose que les moyens d'une très habile propagande.

Quel que soit l'angle sous lequel on considère la position de l'économie suisse dans l'Europe d'aujourd'hui, une seule conclusion s'impose, celle que nous avons déjà tirée, à savoir: maintien de notre indépendance par tous les moyens.

Mais il faut avoir aussi le courage d'en supporter toutes les conséquences. De même que l'affirmation de notre volonté d'indépendance politique présuppose que nous sommes prêts à tous

les sacrifices qu'elle peut exiger, de même, l'affirmation de notre volonté d'indépendance économique n'a de valeur que si nous sommes prêts à tout risquer pour la maintenir. En d'autres mots, le peuple suisse ne doit rien céder de cette indépendance, même si notre pays était l'objet d'une pression économique. L'évolution antérieure a montré que nous pouvons être complètement isolés du marché mondial. Il se pourrait que l'on tentât de profiter de l'interruption de nos exportations et de nos importations pour nous obliger à certaines concessions. Il nous appartiendrait alors de montrer que nous attachons un plus haut prix à notre indépendance qu'à une amélioration de notre situation alimentaire ou à un appartement bien chaud.

Le peuple suisse doit envisager les sacrifices que peut exiger l'affirmation de notre indépendance économique. Et si nous renoncions à cette indépendance, disons-nous bien que les sacrifices qui en seraient la conséquence seraient tout aussi considérables. Il n'est que de penser au sort des peuples qui ont perdu leur liberté. Ils sont dans une situation pire que la nôtre; leurs sacrifices sont plus lourds que les nôtres et ils ne sont qu'au commencement de leur calvaire.

On organise actuellement une « bataille agricole » afin d'accroître dans la mesure du possible notre production de denrées alimentaires. Des experts déclarent que notre sol est en mesure de nourrir toute la population suisse, peut-être pas aussi abondamment qu'aujourd'hui, mais tout de même d'une manière suffisante pour nous permettre de vivre. Pour le moment, on envisage d'augmenter de 50,000 hectares les surfaces plantées. Ce plan exige naturellement un accroissement considérable de la main-d'œuvre agricole. Des dizaines de milliers de salariés occupés jusqu'à présent dans d'autres branches devront être transférés dans l'agriculture.

Le problème de la pénurie des matières premières met notre production industrielle en face de difficultés plus grandes encore. Il semble qu'au besoin notre industrie puisse résister un certain temps à cette situation en recourant à l'emploi de produits de remplacement, en récupérant intégralement les métaux et matières usagés, de même qu'en procédant à certaines adaptations. Il est évident qu'il ne sera pas possible de « tenir » sans certains renoncements et sacrifices. Mais il suffit de vouloir pour pouvoir.

Nous sommes convaincus que le peuple suisse, à la condition de le vouloir, peut maintenir son indépendance économique, même dans les conditions les plus difficiles. Finalement, ce ne sont pas les réserves de blé ou de matières premières qui décideront de notre sort, mais notre volonté et notre courage. Veillons donc à maintenir intacte, partout, dans les villes et les campagnes, de la plaine aux montagnes, cette volonté de résistance et d'indépendance. Demeurons ce que nous sommes: un peuple de frères et un bloc de granit. Celui qui tentera d'y mordre s'y cassera les dents.